

Qui sommes-nous ?

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (*)

● Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :
Innocent Assogba (Bénin)
Alan Benjamin (Etats-Unis)
Colia Clark (Etats-Unis)
Constantin Cretan (Roumanie)
Berthony Dupont (Haïti)
Ney Ferreira (Brésil)
Daniel Gluckstein (France)
Rubina Jamil (Pakistan)
Apo Leung (Chine)
Gloria Gracida (Mexique)
M.A. Patil (Inde)
Mandlenkosi Phangwa (Azanie)
Klaus Schüller (Allemagne)
Jung Sikhwa (Corée)
John Sweeney (Grande-Bretagne)
Mark Vassilev (Russie)
Nambiath Vasudevan (Inde)

(*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Mali, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Zimbabwe.

Aux jeunes et aux travailleurs chinois, à nos frères et sœurs chinois

Militants ouvriers et partisans des libertés démocratiques, nous adressons notre salut fraternel aux travailleurs et aux jeunes chinois

Nous saluons les dizaines ou centaines de milliers de jeunes et de travailleurs qui défilent dans les manifestations de Hong Kong depuis quatre mois, les centaines de milliers de travailleurs qui ont fait grève le 5 août et les 2 et 3 septembre et qui ont imposé à Carrie Lam le retrait du projet de loi sur l'extradition.

Nous condamnons la violente répression policière, l'emprisonnement des manifestants et l'application d'une loi d'urgence assurant aux autorités des pouvoirs illimités contre les libertés démocratiques. Cette loi d'urgence date de 1922 quand le régime colonial britannique a voulu briser la grève des marins.

Ainsi les autorités de Hong-Kong, et derrière elles le gouvernement de Pékin, usent contre les travailleurs et la jeunesse des lois des puissances coloniales qui pillaien la Chine. Qu'ils prennent garde ! En 1922, la grève générale fut victorieuse et a préparé les grandes grèves de Shanghai et de Canton-Hong Kong de 1925.

Nous faisons notre la déclaration du 7 août dernier de 19 associations et organisations de Hong Kong, dont la confédération syndicale de Hong Kong, la HKCTU : « *le harcèlement et la répression des groupes de défense des droits ouvriers à travers le pays se sont poursuivis. (...) Nous demandons au gouvernement chinois de libérer immédiatement et sans conditions les militants des droits ouvriers et les membres des services communautaires arrêtés. (...)* »

Nous saluons Meng Han, qui vient d'être libéré après une troisième arrestation, nous as-

surons de notre soutien Fu Changguo, Wu Guijun, Zhang Zhiru, Yuancheng He, Wei Zhili et tous les défenseurs des droits ouvriers arrêtés, tous les étudiants qui les ont soutenus, victimes de détentions arbitraires.

Frères et sœurs du continent et de Hong Kong,

Nous sommes fidèles à la tradition du mouvement ouvrier et démocratique pour lequel les libertés ne se divisent pas, fidèles à la devise « le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières ».

Dans notre pays, les travailleurs et leurs organisations se préparent à la grève pour défendre notre système de retraites menacés par le gouvernement.

Dans tous les pays, la résistance ouvrière est non seulement légitime, elle est indispensable pour résister à l'exploitation, pour défendre les droits collectifs.

Les travailleurs ont le droit de s'organiser comme bon leur semble.

Nous avons reçu des messages témoignant de votre combat. Nous poursuivrons les échanges entre nous. Nous nous en donnerons les moyens.

Nous ne baisserons pas les bras. Vive la solidarité internationale !

Cet appel a été lancé à Paris, le 18 octobre 2019 à l'occasion du 22^e dîner de solidarité avec les travailleurs chinois organisé par la Commission Enquête Chine, avec comme invité d'honneur Lee Cheuk-yan, secrétaire général de la confédération syndicale de Hong Kong HKCTU.

CATALOGNE

Une marée humaine contre la répression et pour la République

À tous ceux qui annonçaient qu'elle était morte et enterrée, la marée humaine qui a déferlé a répondu : la République catalane est toujours là !

Le 14 octobre, neuf dirigeants catalans ont été condamnés à des peines allant de neuf à treize ans de prison pour « *sédition* ». Une condamnation décidée par le Tribunal supérieur et au nom d'un Code pénal, qui sont l'héritage de la dictature de Franco, tout comme la monarchie et sa Constitution de 1978.

Ce verdict a provoqué une immense colère, qui s'est vite transformée en manifestations de masse, à l'appel des Comités de défense de la République (CDR) et des associations comme l'Assemblée nationale catalane (ANC) ou l'Omnium Cultural. Dès le 17 octobre, le syndicat des étudiants a lancé un mot d'ordre de grève. La marée humaine a culminé le 18 octobre à Barcelone, jour de grève générale lancée par les syndicats « minoritaires ». Les directions des Commissions ouvrières et de l'UGT ont refusé d'y appeler, tout en « *laissant*

leurs adhérents libres d'y participer, de peur d'être en total porte-à-faux avec leurs propres adhérents.

Des cortèges à perte de vue, sur les routes, les autoroutes et déferlant, enfin, dans Barcelone, arborent banderoles et pancartes : « Autodétermination », « Stop à la répression », « Libération des prisonniers politiques », « Indépendance », « République », « Nous n'avons pas peur ».

Des groupes de jeunes, souvent animés par les CDR, coupent les routes, bloquent les péages. Plus d'un demi-million de manifestants à Barcelone, avec les dockers en grève qui paralySENT le port, mais également la grève dans les lycées, les transports et l'industrie. Les étudiants en cortège arrivent avec une banderole « République catalane ». On scande : « Nous n'oubliions pas le 1^{er} octobre », « Liberté », « Pour la République catalane du peuple, de la jeunesse », « Nous le referons », en allusion au référendum du 1^{er} octobre 2017, par lequel le peuple catalan a exprimé sa volonté de vivre en République. C'est d'ailleurs pour faire payer ce « crime » du 1^{er} octobre que les neuf dirigeants ont été condamnés. À l'issue des prises de parole en fin de manifestation, la foule scande « Grève générale ! », « Indépendance maintenant ! ». Elle acclame la lecture de la lettre envoyée de sa prison par Jordi Cuixart, ancien président de

Omnium Cultural, qui se conclut ainsi : « En avant, vive la liberté, vive la République ! » La réponse de la monarchie et du gouvernement « socialiste » de Pedro Sanchez est sans appel : la police comme les Mossos d'Esquadra (la police autonome catalane) chargent et répriment. On relève plus de 110 blessés.

Mais cette fois, dans tout l'État espagnol, la solidarité des travailleurs et des peuples s'est exprimée. À Madrid, dès le 16 octobre, à l'occasion de la manifestation des retraités qui défilait par milliers pour la revalorisation de leurs pensions, on notait de nombreux drapeaux catalans, basques et républicains. Puis, dans les jours qui suivirent, d'imposantes manifestations eurent lieu à Bilbao et Donostia au Pays basque, mais aussi en Andalousie, etc.

Cette nouvelle phase du soulèvement du peuple catalan contre la monarchie issue du franquisme amène, en retour, toutes les forces à se regrouper pour la défense des institutions de 1978. Dès l'annonce de la condamnation, le chef du gouvernement et du Parti « socialiste », Pedro Sanchez, osait déclarer que « personne n'avait été condamné pour ses idées ». Trois jours plus tard, il félicitait la police pour le « maintien de l'ordre ». À sa droite, les partis comme le Partido Popular, Vox et Ciudadanos

exigent une surenchère de répression. À « gauche », le dirigeant de Podemos, Iglesias, a indiqué à Sanchez qu'il pouvait compter sur lui s'il s'agissait de « désenflammer » la situation. Le 19 octobre, Ada Colau, la maire de Barcelone, Roger Torrent, le président du Parlement catalan (membre de la Gauche républicaine, ERC), des représentants des Commission ouvrières (CCOO) et de l'UGT de Catalogne et du patronat, se proposaient de « trouver une solution démocratique au conflit ». Le lendemain, dirigeants des CCOO et de l'UGT, toujours avec le patronat, faisaient un pas de plus, avec un « manifeste unitaire : la Catalogne a besoin de stabilité politique, économique et sociale »*.

Mais la seule « solution démocratique » n'est-elle pas de reconnaître que le 1^{er} octobre 2017 le peuple catalan a choisi de se libérer de la monarchie et de constituer sa République catalane, ouvrant la voie à l'union libre des républiques d'Espagne ? ■

Correspondants

* Ce consensus contre le droit du peuple catalan va au-delà des frontières de la monarchie espagnole : dès le 6 novembre 2017, le président de la Commission européenne, Juncker, soutenait que « la solution réside dans l'ordre constitutionnel et judiciaire interne à l'Espagne », donnant son feu vert à la répression.

HONGRIE

« Un candidat ouvrier a été élu au conseil municipal »

Judit Somi, militante ouvrière internationaliste

Quel bilan faut-il tirer des élections municipales du 13 octobre ?

La faillite du système est flagrante : il y a de plus en plus d'abstention. Au niveau national, on annonce 47,89 % de participation (qui inclut les votes nuls). Mais dans les villes martyrisées par la disparition de l'industrie, par exemple à Bátánytereny (dans le nord de la Hongrie), on tombe à des taux de 40 % de participation. On peut donc dire que plus d'un travailleur sur deux n'a plus confiance sur le fait que voter pour tel ou tel candidat va changer quoi que ce soit.

Qui est le vainqueur des élections ?

L'opposition l'emporte dans dix des vingt-trois plus grandes villes du pays, dont la capitale, Budapest, contre le parti Fidesz du Premier ministre réactionnaire

et autoritaire, Viktor Orbán, au pouvoir depuis 2010. Mais précisons : l'opposition est une vaste coalition allant du Parti « socialiste » (MSZP) à l'extrême droite (Jobbik). Le MSZP, au pouvoir de 2002 à 2010, a organisé les privatisations, fait de notre pays un paradis pour les multinationales et a organisé l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. Quant à Jobbik, c'est un parti proto-fasciste qui essaye aujourd'hui de se donner un visage « respectable ». Jobbik, le MSZP et Fidesz ont un point commun : ils sont tous dans le cadre de l'Union européenne, donc dans le cadre des privatisations, de la déréglementation.

Dans ces élections, vous avez présenté des candidats ouvriers indépendants ?

Notre campagne était modeste, mais

nous étions la seule force à faire campagne pour l'unité ouvrière. Nos candidats : des ouvriers, des militants de gauche, des Tziganes, qui n'étaient ni avec le parti gouvernemental ni avec la coalition allant de l'extrême droite aux libéraux, « socialistes » et leurs satellites. Dans la ville ouvrière dévastée par le chômage de Bátánytereny, nous avons obtenu un siège sur les onze au conseil municipal. Le camarade élu est un socialiste de gauche, exclu de son parti avec toute sa cellule. Avec ce résultat, modeste, nous avons montré notre existence publiquement. Nous sommes conscients que ce n'est pas suffisant, nous voulons continuer, en créant des cercles de travailleurs pour aider leur combat. Notre campagne a été très fatigante, mais très productive. ■